



Guyana

CARAIBES

CARIBBEAN

KM² 214 970

834 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
530 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...
174 553 000 ECU (1996)

 Sucres de canne **67%**

 Exportations européennes
 vers...
86 109 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
1,09% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire
111,9% (1995)
 secondaire
73,7% (1995)

 Taux d'urbanisation
35,16% (1993)

Située dans la partie nord-est de l'Amérique du Sud, au bord de l'Océan Atlantique, la Guyana a accédé à l'indépendance en 1966. Les politiques économiques menées au cours des années 70 ont conduit à une régression des secteurs de production et de l'économie dans son ensemble. La politique du nouveau gouvernement issue des élections de 1992 est centrée sur la réduction de la pauvreté et l'appui au secteur privé pour soutenir la croissance et la poursuite de l'engagement dans une économie de marché.

Sous les trois premières Conventions de Lomé, l'aide européenne s'est concentrée sur les secteurs économique, social et minier. Durant les dix dernières années, l'Union européenne a fourni une assistance aux transports, aux systèmes hydrauliques et d'approvisionnement d'eau, contribuant ainsi de manière significative au programme de réhabilitation des infrastructures vitales pour le pays, défini par le Gouvernement. Sous Lomé II, 30,6 millions d'écus ont été alloués au titre du Sysmin afin d'aider l'entreprise Guymine à maintenir son niveau de productivité.

Sous Lomé IV, la réhabilitation de l'infrastructure économique est le premier secteur prioritaire d'intervention : 85% des 32,8 millions d'écus du Programme Indicatif National (PIN) lui ont été réservés. Ces actions comportent le soutien à la protection de la mer (12,75 millions d'écus), au système d'approvisionnement d'eau de New Amsterdam (4,5 million d'écus) et de Pouderoyen (6 million d'écus), à la réhabilitation de pont de port de Demerara (8 millions d'écus), ainsi qu'un appui au secteur privé (750 000 écus). La contribution européenne au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel s'élève à 7,8 million d'écus sous forme de trois Programme Généraux d'Importation.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a déjà contribué pour 13,5 millions d'écus au titre de capitaux à risques au développement du secteur minier et à la modernisation du réseau d'adduction d'eau.

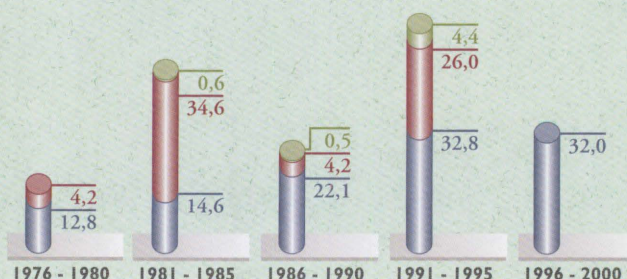
Les actions menées avec les fonds du budget européen comportent des projets de cofinancement avec les organisations non-gouvernementales dans l'arrière-pays, des aides alimentaires ainsi que deux projets liés à l'environnement (création d'une Unité d'Etudes Environnementales à l'Université du Guyana, une étude préparatoire pour une zone protégée dans la région de Rupununi) et une étude sur la bio-diversité, ainsi qu'un projet relatif aux droits de l'homme et à la démocratie.

La Guyana bénéficie des Protocoles spéciaux de Lomé sur le sucre et le rhum. En 1992, les exportations de rhum vers l'Union européenne (Royaume Uni et Pays-Bas) représentaient 68,6% de la production totale et 90,7% des exportations totales de rhum.

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Guyana **G**

Economic indicators	
GNP per capita	530 ECU (1994)
European imports from...	174 553 000 ECU (1996)
Cane-sugar	67%
European Exports to...	86 109 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	1.09% (1995)
Primary schooling rate	111,9% (1995)
Secondary schooling rate	73,7% (1995)
Urbanisation rate	35.16% (1993)

Situated in north-eastern South America, on the Atlantic Ocean, Guyana gained independence in 1966. Economic policies in the 1970s led to a breakdown in production sectors, as well as the whole economy. The policy of the Government elected in 1992 has focused on poverty alleviation and on support to the private sector, aimed at sustaining growth and continuing commitment to a market-oriented economy.

Under the first three Lomé Conventions, European assistance concentrated on the economic, social, infrastructure and mining sectors. For the past ten years, the European Union has provided help to the transport sector, hydraulics and water supply system, thus making a significant contribution to the Government's key infrastructure rehabilitation programme. Under Lomé II, a ECU 34.5 million sum was committed under the Sysmin instrument to help the Guymine enterprise maintain its production capacity level.

Under Lomé IV, rehabilitation of economic infrastructure is the main priority sector with 85% of the ECU 32.8 million National Indicative Programme (NIP) set aside for it. These actions include support for the Sea Defence programme (ECU 12.75 million), water supply system in New Amsterdam (ECU 4.5 million) and Pouderoyen (ECU 6 million), rehabilitation of the Demerara Harbour Bridge (ECU 8 million), and assistance to the private sector (ECU 750 000). The European contribution under the Structural Adjustment Facility amounts to ECU 7.8 million, in the form of three General Import Programmes.

At the end of 1996, the National Indicative Programme for the second financial protocol of Lomé IV, amounting to ECU 32 million, was finalised. The programmes and projects to be implemented under this framework will concentrate in the areas of rehabilitation of the social and economic infrastructure and private sector development.

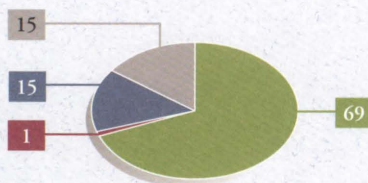
The European Investment Bank has already contributed ECU 13.5 million of risk capital to develop the mining sector and modernise the water supply network.

Actions launched with European budget funds include NGO co-financed projects in the hinterland, food aid, and three projects relating to the environment (establishment of an Environmental Study Unit at the University of Guyana, a preparatory study for a protected area in the Rupununi Region and a biological diversity study), and one project relating to human rights and democracy.

Guyana benefits from Lomé's special rice, sugar and rum protocols.

FED EDF

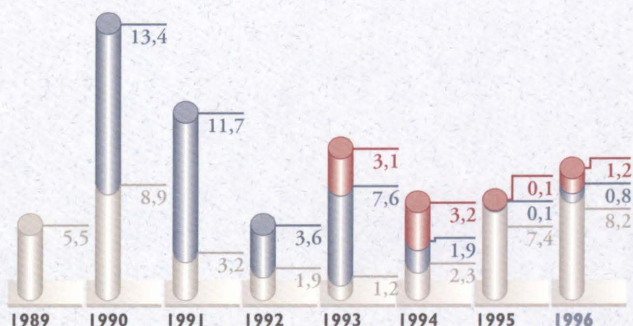
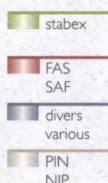
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Haiti

CARAIBES

CARIBBEAN

27 750

7 180 296

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 220 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...
 28 355 000 ECU (1996)
 Café 61%

 Exportations européennes
 vers...
 71 724 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations
 na/nd

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
 1,97% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire
 17,8% (1995)
 secondaire
 57% (1995)

 Taux d'urbanisation
 30,40% (1993)

Située dans le tiers occidental de l'île d'Hispaniola/Kiskeya, au nord de la Mer des Caraïbes, Haïti a accédé à l'indépendance en 1804. Il figure parmi les pays les plus pauvres du monde, en dépit de richesses et d'atouts potentiels (bauxite, sisal, tourisme, art et culture, ressources humaines).

Haïti a adhéré à la quatrième Convention de Lomé en 1989, en même temps que la République Dominicaine, et après la mise en place d'un régime démocratique venant se substituer à la longue dictature duvaliériste. Le coup d'Etat de septembre 1991 a entraîné la suspension de la coopération de l'Union européenne avec Haïti (à l'exception des opérations à caractère humanitaire) jusqu'au retour du président élu, Jean-Bertrand Aristide, en octobre 1994. Ce retour a permis la signature du Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV dès novembre 1994. Pendant la période trouble de 1991-1994, la population haïtienne a pu bénéficier d'aides d'urgence et d'aides alimentaires (près de 50 millions d'écus), financées à la fois sur les ressources de la Convention et sur celles du budget de l'Union européenne.

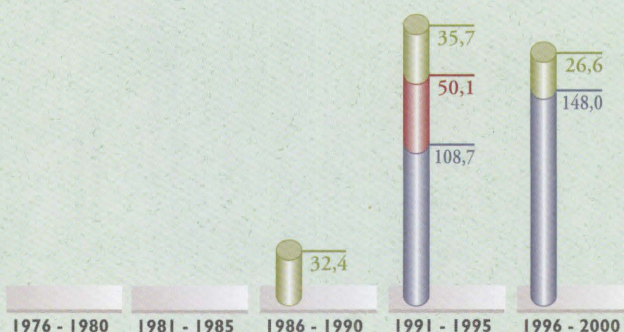
Depuis sa signature, le Programme Indicatif (108,7 millions d'écus), qui est axé principalement sur la réhabilitation et sur la construction d'infrastructures routières, a déjà permis de lancer deux programmes de réhabilitation dans les domaines des infrastructures (25 millions d'écus) et de l'énergie (16 millions d'écus). Des fonds Stabex importants (25 millions d'écus) ont également déjà été transférés, qui servent à la réhabilitation des filières café et cacao, des huiles essentielles et des équipements. Un appui de 10 millions d'écus à l'ajustement structural est également en cours pour financer les budgets d'éducation et de santé. ECHO a également fourni 23 millions d'écus pour des actions humanitaires depuis le retour du gouvernement légitime. En outre, 14 millions d'écus ont été prévus pour les interventions de la Banque Européenne d'investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, dont 4 millions d'écus déjà engagés permettront le financement de PME.

Enfin, comme par le passé, Haïti continuera à bénéficier des autres formes d'aides financées à partir du budget de l'UE telles que les programmes de réhabilitation, la lutte contre le SIDA, le soutien à la démocratie et à la promotion des droits de l'homme, et les forêts tropicales.

FED + budget EDF

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- réhabilitation
rehabilitation



Haiti **H**

Economic indicators	
GNP per capita	220 ECU (1994)
European imports from...	28 355 000 ECU (1996)
Coffee	61%
European Exports to...	71 724 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	1.97% (1995)
Primary schooling rate	57% (1995)
Secondary schooling rate	17,8% (1995)
Urbanisation rate	30.40% (1993)

Located in the northern Caribbean Sea, in the western third of the Hispānola island, Haiti achieved independence in 1804. It is one of poorest countries in the world, despite its potential resources and assets (coffee, bauxite, sisal, tourism, art and culture, human resources).

Haiti joined the fourth Lomé Convention in 1989 at the same time as the Dominican Republic, following the establishment of the democratic regime that replaced the long dictatorship of Duvalier. The September 1991 coup led to the suspension of the European Union's co-operation with Haiti (except for humanitarian operations,) until the return of the elected president in October 1994, namely Jean-Bertrand Aristide, an event which allowed the Lomé IV National Indicative Programme (NIP) to be signed in November 1994.

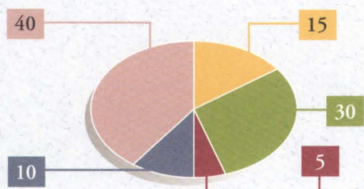
During the troubled period, 1991-1994, the Haitian population received emergency aid and food aid (almost ECU 50 million), both financed from the resources of the Convention and the European Union budget.

Since its signing, the National Indicative Programme (ECU 108.7 million), which is mainly concentrated on the rehabilitation and construction of road infrastructures, has already enabled two rehabilitation programmes to be launched in the fields of infrastructure (ECU 25 million) and energy (ECU 16 million). Significant Stabex funds (25 million ECU) have also been transferred, and these are being used for the rehabilitation of production channels for coffee and cocoa, essential oils and equipment. Support is also foreseen for structural adjustment. A 10 million ECU sum has been pledged to finance the education and health budgets. ECHO has also provided 23 million ECU for humanitarian actions since the return of the legitimate government.

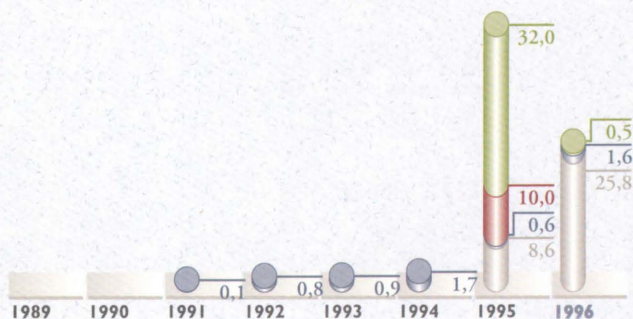
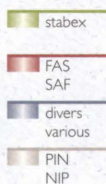
Moreover, ECU 14 million has been earmarked for interventions by the European Investment Bank (EIB), in the form of risk capital, of which 4 million ECU allocated as loans for SMEs.

As in the past, Haiti will continue to benefit from other forms of aid financed in from the EU's budget, including programmes for rehabilitation, the fight against AIDS, support for democracy and the promotion of human rights, and protection of tropical forests.

FED EDF répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8 paiement par instrument payments by instrument





Jamaica

CARAIBES

CARIBBEAN

10 990

2 530 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 1 420 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...
 467 478 000 ECU (1996)
 Corindon artificiel 46%

 Exportations européennes
 vers...
 220 593 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations
 20,1% (1993)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
 0,36% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire
 105,6% (1995)

 secondaire
 68,6% (1995)

 Taux d'urbanisation
 52,82% (1993)

La Jamaïque est l'un des plus grands Etats insulaires de la Mer des Caraïbes. Indépendant depuis 1962 et doté d'un système parlementaire bipartite, le pays est un Etat démocratique.

L'économie est basée sur trois secteurs clés : le tourisme, la bauxite et la production agricole. La Jamaïque a de bons résultats dans plusieurs indicateurs sociaux tels que l'espérance de vie, l'alphabétisation et la scolarisation.

Après la forte croissance des années '60 et du début des années '70, le pays a dû faire face à des problèmes après le premier choc pétrolier. En 1980, les finances publiques et la balance extérieure des paiements étaient en fort déséquilibre, ce qui a mené à des programmes d'ajustement structurel développés par les institutions de Bretton Woods. Après les difficultés économiques et sociales des années '80 et du début des années '90, la situation macro-économique s'est désormais fortement améliorée. En 1994, le budget du gouvernement est en surplus et les réserves de devises sont maintenant de l'ordre de US\$ 600 millions.

La pauvreté est actuellement le problème social le plus urgent. Le gouvernement a adopté un programme national d'éradication de la pauvreté en 1996.

Sous Lomé IV, la plus grande partie des fonds programmés sont consacrés au développement agricole et rural et aux infrastructures. Le Programme National Indicatif (PIN), de 49,7 millions d'écus, comprend plusieurs projets en matière de transport routier, de promotion du commerce (Programme "Objectif Europe"), de développement rural et de développement des ressources humaines. L'appui aux réformes structurelles du pays s'est, par ailleurs, élevé à 7,1 millions d'écus, dont 2,5 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et plus de 4,6 million provenant du PIN. Le PIN (60 millions d'écus) du second protocole financier de Lomé IV sera consacré à la lutte contre la pauvreté et aux infrastructures.

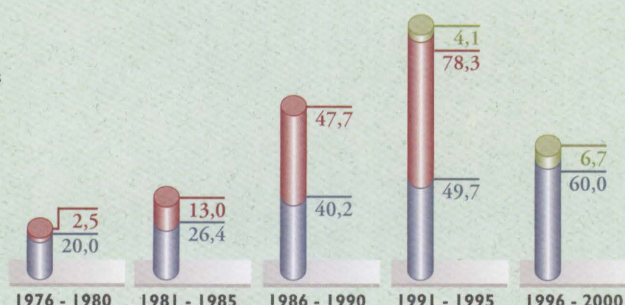
En outre, la BEI a déjà contribué, sous cette même Convention, au financement de projets dans le secteur de l'énergie et des PME, pour un montant de 105 millions d'écus sur ses ressources propres et de 5 millions d'écus au titre des capitaux à risques.

Au plan commercial, trois produits clés vitaux pour les petits paysans et travailleurs ruraux du pays – banane, sucre et rhum – bénéficient de conditions préférentielles d'accès au marché européen prévues dans les Protocoles spéciaux de la Convention de Lomé.

La Jamaïque figure aussi parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (10,7 millions d'écus déjà engagés). D'importants projets environnementaux, notamment pour la protection des récifs coralliens sont financés sur des lignes budgétaires de l'UE et de nombreuses ONG participent aux actions de développement communautaire et de lutte contre la pauvreté.

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million





Kenya

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 580 370



30 522 301

Indicateurs économiques

PNB par habitant
260 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
746 466 000 ECU (1996)
Café 29%

Exportations européennes
vers...
874 527 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations
27,99% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
4,2% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
95% (1995)
secondaire
22,6% (1995)

Taux d'urbanisation
26,06% (1993)

Le Kenya, dont le relief s'élève progressivement de l'Océan Indien jusqu'à 1700 mètres d'altitude vers Nairobi, est constitué au nord et au nord-est de régions arides et semi-arides.

Après son accession à l'indépendance, en 1963, le pays a connu durant les années 70 et le début des années 80, un développement économique à base d'autosuffisance alimentaire, des exportations agricoles et des services. Devant la détérioration de la situation économique à la fin de la décennie 80, le Kenya a adopté un programme de réformes qui a reçu une assistance extérieure jusqu'en 1991, laquelle a été interrompue faute de progrès suffisants en matière politique et économique. Depuis lors, un système de multipartisme a été introduit et des élections ont été organisées en 1992. Dans le domaine économique, une politique de réformes a été engagée avec détermination en juin 1993.

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1975 et s'est concentrée sur le développement rural, un meilleur équilibre entre les régions rurales et urbaines, ainsi que sur l'infrastructure routière dans le cadre du Programme Régional visant à améliorer les liaisons avec les pays voisins enclavés. Plus récemment, la priorité a été accordée au développement des ressources naturelles et à l'appui au Programme de réforme du secteur céréalier. D'importantes aides alimentaires ont également été fournies au pays à la suite de vagues de sécheresse.

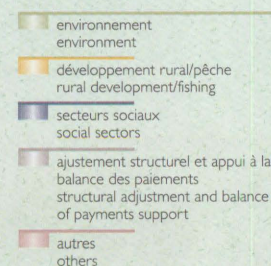
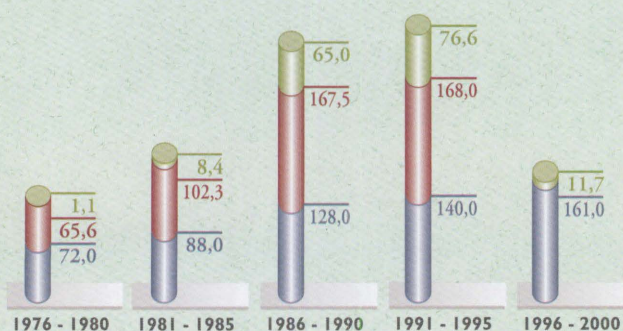
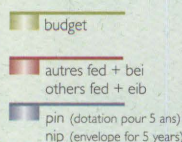
Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV (140 millions d'écus) est axé sur le secteur céréalier mais le faible taux de déboursement et les nouvelles conditions économiques ont conduit à une révision du PIN et à une réorientation des ressources disponibles vers les secteurs possédant une plus grande capacité d'absorption de l'aide. Le PIN revu a été signé à Nairobi le 26 juin 1995. Le PIN pour le 8ème FED (161 millions d'écus) a été signé le 31 janvier 1997 et se concentre sur le renforcement des secteurs productif et le développement du secteur social.

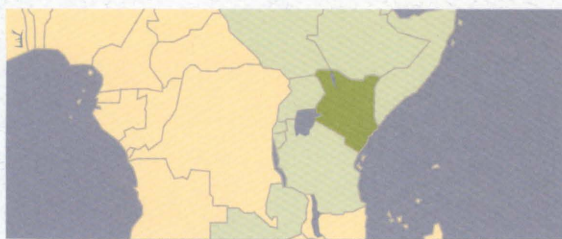
Le développement agricole et rural, et avant tout le secteur du café, est également appuyé par les transferts importants attribués au titre du Stabex. Le Kenya a également reçu des aides alimentaires et aux réfugiés significatives, ainsi que des aides d'urgence en faveur des victimes de la sécheresse et des troubles civils. Le pays a par ailleurs bénéficié des fonds de coopération régionale alloués à l'Afrique de l'Est, principalement par le biais d'un soutien aux programmes de plusieurs institutions régionales basées sur son territoire et par l'appui à des projets routiers reliant le Corridor Nord.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement contribue, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productif pour un montant important, dont plus de 46 millions d'écus ont été approuvés ou signés à ce jour au titre des capitaux à risques, et 55 millions au titre de ses ressources propres.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million





Kenya **K**

Economic indicators	
GNP per capita	260 ECU (1994)
European imports from...	746 466 000 ECU (1996)
Coffee	29%
European Exports to...	874 527 000 ECU (1996)
Debt service / exports	27.99% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	4.2% (1995)
Primary schooling rate	95% (1995)
Secondary schooling rate	22,6% (1995)
Urbanisation rate	26.06% (1993)

Kenya is made up of semi-arid regions in the north and north-east, with a relief rising from the Indian Ocean to 1700 metres.

After achieving independence in 1963, economic development of the country during the 1970s and early 1980s was based on food security, agricultural exports and services. Owing to the worsening economic situation in the late 1980s, Kenya adopted a programme of reforms which were supported by external assistance until 1991, but suspended that year due to lack of progress in the political and economic fields. Since then, a multiparty system has been introduced and elections were held in 1992. In the economic field, a policy of reform has been resolutely launched since 1993.

European Union assistance began in 1975, concentrating on rural development, a better rural-urban balance and on road infrastructure in connection with the Regional Programme aimed at improving links for landlocked neighbouring countries. More recently, priority was given to natural resources and support to the Cereals Sector Reform Programme. Significant amounts of food aid were also provided for drought relief.

The Lomé IV National Indicative Programme (NIP) – ECU 140 million – concentrated on the cereal sector but the low rate of disbursement and the changing conditions of the economy, led to a review of the NIP and a reorientation of available resources to sectors with the highest absorption capacity. The revised NIP was signed in Nairobi on 26 June 1995. The NIP for the 8th EDF (ECU 161 million) was signed on 31 January 1997 and concentrates on productive sector strengthening and social sector development.

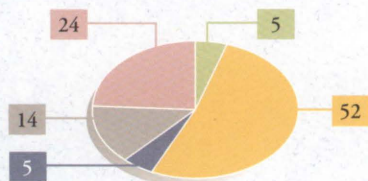
Assistance to agriculture and rural development is also being provided through important Stabex transfers targeted at the coffee sector. Significant food and refugee aid was also provided, as well as emergency assistance to victims of drought and civil troubles.

Kenya has benefited from the regional cooperation funds provided to Eastern Africa, mainly through support to programmes of a number of regional institutions hosted by the country and through road projects linked to the Northern Corridor.

Moreover, the European Investment Bank contributes, through the resources it manages, to the financing of projects in production sectors up to a substantial amount, of which more than ECU 46 million have been approved or signed so far in the form of risk capital, and 55 million from its own resources.

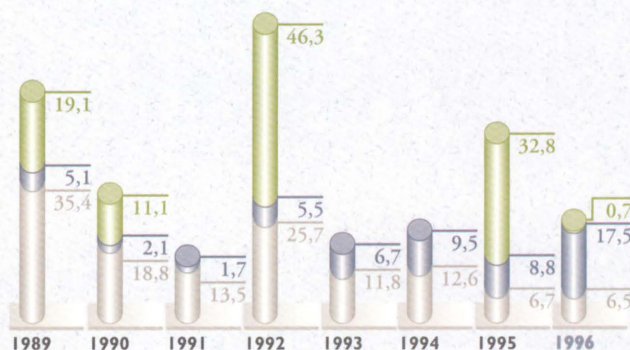
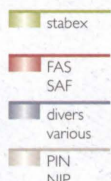
FED EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Kiribati

PACIFIQUE

PACIFIC

KM² 730
 79 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
730 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
43 000 ECU (1996)

Animaux vivants 46%
Fleurs 30%

Exportations européennes
vers...
724 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,6% (1995)

Taux de scolarisation
primaire na/nd
secondaire na/nd

Taux d'urbanisation
35,26% (1993)

Indépendant depuis 1979, Kiribati est composé de trente-trois îles coralliennes éparpillées sur une surface de 3,6 millions de Km² (au centre de l'Océan Pacifique).

Le manque de ressources naturelles, particulièrement forestières, minérales et en rivières figurent parmi les handicaps majeurs auxquels se heurte le développement de Kiribati. Les mauvaises conditions d'exploitation des sols limitent les possibilités de développement agricole, et l'archipel est de plus exposé à des périodes de sécheresse. Les vastes distances séparant les différentes îles sont source de grandes difficultés en ce qui concerne l'administration et les communications. Le rythme de croissance de la population constitue également un autre aspect problématique ainsi que le manque de main-d'oeuvre qualifiée.

L'aide de l'Union européenne à Kiribati a démarré lorsque l'île a rejoint le Groupe des pays ACP en 1979, au cours de la période d'application de la première Convention de Lomé. De Lomé I à Lomé III, les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), qui se sont élevés à près de 20 millions d'écus, ont été centrés sur un certain nombre de projets significatifs: la réhabilitation du réseau téléphonique, la fourniture de bateaux de pêche au thon, ainsi que la poursuite du développement des télécommunications.

Dans le cadre de la quatrième Convention de Lomé (1991-1995), Kiribati dispose de 6 millions d'écus au titre du PIN, et 1 million d'écus est également prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

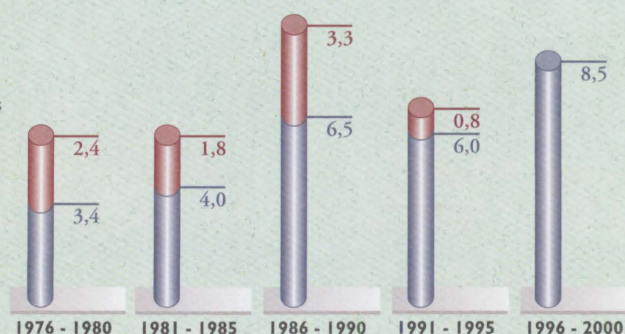
Le pays a soigneusement équilibré sa stratégie de développement entre le soutien aux infrastructures de base et l'appui aux secteurs productifs. Ainsi, sous Lomé IV, les secteurs de concentration de l'aide sont le développement de l'exploitation des ressources naturelles, les transports et communications, ainsi que la formation. En ce qui concerne le domaine des ressources naturelles, la priorité a été donnée à l'exploitation des ressources halieutiques non-traditionnelles, telles que les algues. Les projets envisagés dans le secteur des communications visent à maintenir et améliorer les liaisons avec les îles de la Ligne Nord et la vaste région du Pacifique.

Par ailleurs, depuis Lomé I, Kiribati a reçu des transferts au titre du Stabex pour un montant s'élevant à 7 millions d'écus pour le coprah, dont 625.000 écus durant les quatre premières années d'application de Lomé IV.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environnement
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Kiribati **K**

Economic indicators	
GNP per capita	730 ECU (1994)
European imports from...	43 000 ECU (1996)
Live animals	46%
Flowers	30%
European Exports to...	724 000 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	2.6% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	35.26% (1993)

An independent country since 1979, Kiribati comprises thirty three coral islands which are dispersed over 3.6 million km² in the central Pacific Ocean.

Amongst the major constraints on development in Kiribati is the lack of natural resources such as forests, minerals or fresh water. Very poor soil conditions limit agricultural development, and the archipelago is also exposed to periodic drought. The huge distances between component islands create severe administrative and communication difficulties. Population growth is also another source of concern, as is the shortage of a skilled workforce.

European Union assistance to Kiribati started when the country joined the ACP countries Group in 1979 during the first Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, National Indicative Programmes (NIPs), which amounted to ECU 20 million, focused on several major projects: rehabilitation of the telephone network, provision of tuna fishing vessels and further telecommunications development.

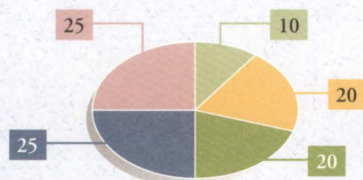
In the framework of the fourth Lomé Convention (1991 – 1995), ECU 6 million has been made available to Kiribati within the NIP and ECU 1 million has also been made available through European Investment Bank in the form of risk capital.

The country has been carefully balancing its development strategy between infrastructure development and productive activities. The main sectors of intervention under Lomé IV are therefore the development of natural resources exploitation, transport and communications, and training. In the natural resources area, priority is given to the exploitation of non-traditional marine resources such as seaweed. Projects in the communication sector are geared to maintaining and improving air links with the Northern Line Islands and the wider Pacific region. In addition, an integrated Training Programme has been launched to provide the country's key economic and social sectors with sufficient and appropriately skilled manpower.

Since Lomé I, Stabex transfers amounting to ECU 7 million have been allocated in respect of copra, of which ECU 625 000 transferred during the first four years of Lomé IV.

FED
EDF

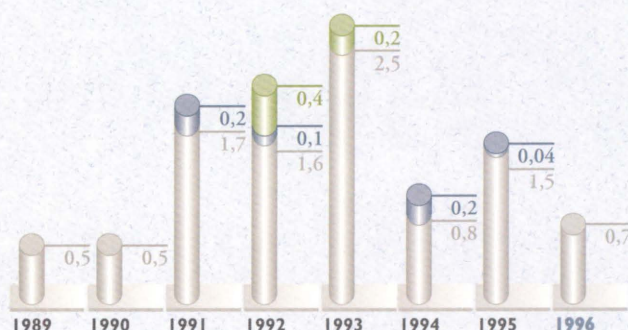
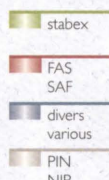
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Lesotho

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

30 350

1 977 000

Indicateurs économiques	
PNB par habitant	700 ECU (1994)
Importations européennes en provenance de...	40 531 000 ECU (1996)
Diamants	72%
Exportations européennes vers...	18 930 000 ECU (1996)
Service de la dette / exportations	5,54% (1993)
Indicateurs sociaux	
Taux de croissance de la population	2,49% (1995)
Taux de scolarisation primaire	108,1% (1995)
secondaire	24,4% (1995)
Taux d'urbanisation	21,62% (1993)

Indépendant depuis 1966, le Lesotho, petit pays montagneux entièrement enclavé dans la République Sud-Africaine, est membre de l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU) et de la Zone Monétaire Commune (CMA).

Comme un bon nombre de pays de la région, le Lesotho est traditionnellement dépendant du commerce et du marché de l'emploi sud-africains, les transferts financiers d'environ 120 000 nationaux employés dans le secteur minier sud-africain représentent 40% du PNB du pays. Les cultures de base poussent sur les basses terres arables (9% de la surface totale), alors que les ovins et les caprins représentent l'activité principale en montagne. Le tissu industriel primaire du pays, relativement étroit, s'est développé depuis les années 1980.

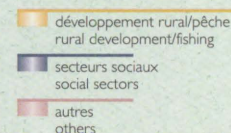
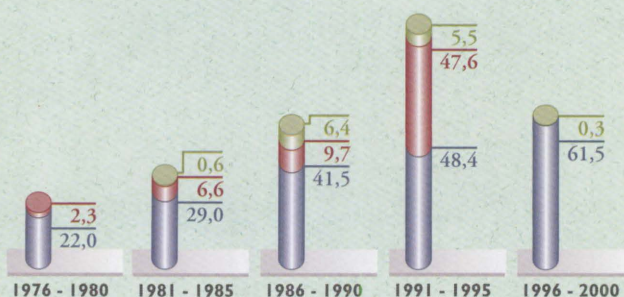
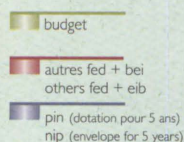
Le commerce du Lesotho avec l'Union européenne est limité; il représente 27% de ses exportations (principalement de la laine, du mohair, des produits manufacturés) et 1,3% de ses importations.

L'aide de l'Union européenne sous les Conventions de Lomé s'est concentrée sur le soutien au projet hydraulique dans la haute région montagneuse du pays. Plus récemment, sous Lomé IV (dont le Programme Indicatif National s'élève à 48,4 millions d'écus), le projet hydroélectrique de Muela (destiné à assurer une source domestique d'approvisionnement en électricité) a bénéficié d'un appui important (dont 34 millions d'écus financés à partir du Programme Indicatif National, 10 millions d'écus à partir du Programme Indicatif Régional de l'Afrique Australe et 20 millions d'écus de la Banque Européenne d'Investissement, dont 5 millions sur ses ressources propres et 15 millions au titre des capitaux à risques. L'eau représente en effet la seule ressource naturelle jusqu'à présent inexploitée et va par conséquent faire l'objet de travaux d'adduction en vue d'être exportée vers la République Sud-Africaine.

L'assistance européenne intervient également en soutien au développement rural, aux infrastructures des transports et des communications et aux projets sociaux. Les fonds de contrepartie générés par les ressources allouées au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel de Lomé IV (18,8 millions d'écus) sont utilisés pour appuyer des interventions dans les secteurs sociaux.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million





Lesotho **L**

Economic indicators	
GNP per capita	700 ECU (1994)
European imports from...	40 531 000 ECU (1996)
Diamonds	72%
European Exports to...	18 930 000 ECU (1996)
Debt service / exports	5.54% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.49% (1995)
Primary schooling rate	108,1% (1995)
Secondary schooling rate	24,4% (1995)
Urbanisation rate	21.62% (1993)

Independent since 1966, Lesotho, a small mountainous country landlocked and entirely surrounded by the Republic of South Africa, is a member of the Southern Africa Customs Union (SACU) and the Common Monetary Area (CMA).

Like many countries in the region, Lesotho has traditionally been dependent on South Africa for trade and employment: with remittances by 120 000 national workers employed in South Africa's mines accounting for 40% of the country's GNP. Staple food is grown on the lower arable lands (9% of the total area), whereas sheep and cattle farming are the main activities in the higher lands. The small industrial base of the country has expanded since the 1980s.

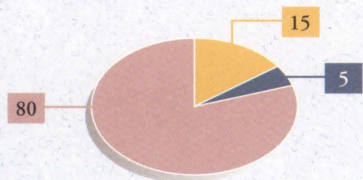
Lesotho's trade with the European Union is limited: 27% of its exports (mainly wool, mohair, manufactured products) and 1.3% of its imports.

European assistance under post Lomé Conventions has been concentrated on support to the Lesotho Highlands Water Project. More recently, under Lomé IV (which has a National Indicative Programme which amounts to ECU 48.4 million), the Muela Hydroelectric Power Project (which will generate electricity for domestic consumption) benefited from substantial support (of which ECU 34 million financed from the national indicative programme, ECU 10 million from the regional indicative programme for Southern Africa and ECU 20 million from the European Investment Bank comprising ECU 5 million from own resources and ECU 15 million in risk capital.). Water is indeed Lesotho's only hitherto unexploited resource, and will thus be developed for sale to South Africa.

Rural development, transport, communications and social projects are also supported under European assistance. Counterpart funds generated by the resources allocated under the Lomé IV Structural Adjustment Facility (ECU 18.8 million) have been used to support intervention in the social sectors.

FED
EDF

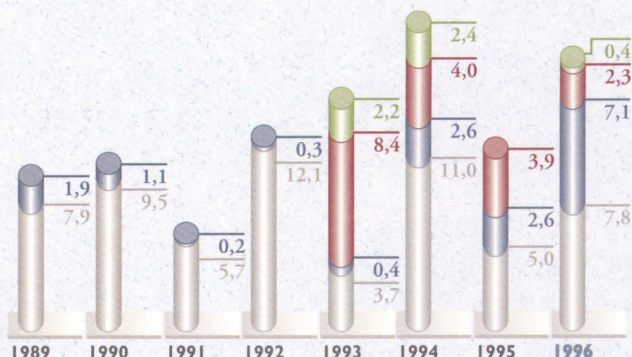
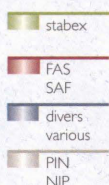
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Liberia

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 97 750



2 759 714

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd

Importations européennes
en provenance de...

531 044 000 ECU (1996)

Diamants 79%

Exportations européennes
vers...

454 321 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations

na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,22% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

43,84% (1993)

Situé en Afrique de l'Ouest, en bordure de l'océan Atlantique, et entouré par la Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire, le Liberia est un pays fertile doté de ressources naturelles considérables, en particulier caoutchouc, minerai de fer; forêts et métaux précieux.

Le Liberia est resté politiquement stable depuis sa création, en 1847, jusqu'en 1981. Cependant, des troubles sociaux grandissants et la tentative de coup d'Etat en 1989 ont débouché sur une période de guerre civile durant laquelle près d'un tiers de la population a pris la fuite vers les pays voisins. Toute activité économique et sociale normale a cessé dans le pays.

Les espoirs de paix et de retour au calme qui reposent sur l'application de l'Accord d'Abuja II signé en août 1996 par les principaux chefs de factions et supervisé par l'ECOMOG (groupe de surveillance de la CEDEAO).

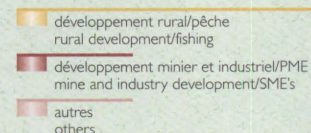
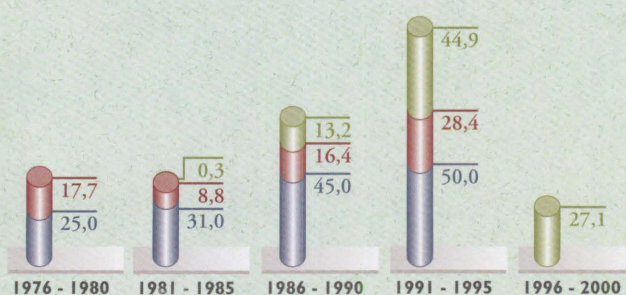
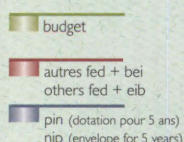
Avec l'arrêt complet des activités de service public et du gouvernement durant la guerre civile, les actions traditionnelles de développement ont été interrompues. En conséquence, depuis 1990, l'aide européenne au Liberia est essentiellement orientée vers des opérations humanitaires, et un contrôle renforcé a été institué afin que l'aide parvienne aux personnes nécessiteuses de façon équilibrée et équitable. Environ 200 millions d'écus d'aide humanitaire ont été fournis par l'Union européenne pour la période 1990-1995, dont la majeure partie a été acheminée par des organisations non-gouvernementales européennes.

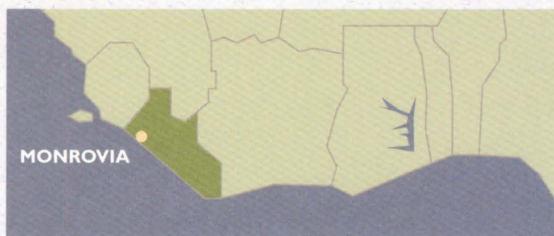
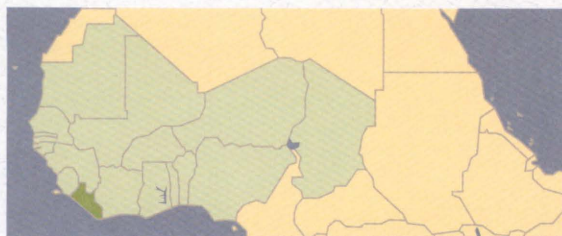
Un important programme de réhabilitation a été approuvé en vue d'une mise en oeuvre immédiate. Des projets dans les domaines de la santé, de l'approvisionnement en eau et en intrants agricoles et des infrastructures de transport ont été financés ainsi que la reconstruction du secteur de l'éducation. Des mesures d'assistance à la réintégration des anciens combattants et au retour au pays des réfugiés et personnes déplacées sont à négocier avec les autorités et les organismes respectifs.

Malgré l'échec des précédents accords de paix, les dirigeants politiques de la région sont déterminés à trouver une solution au conflit. D'importantes contributions internationales ont été fournies pour l'équipement des forces d'ECOMOG. Le désarmement et la démobilisation des antagonistes ont été engagés afin de préparer les élections présidentielle et législative de 1997. L'UE a apporté 200 millions d'écus d'assistance au peuple libérien, sous forme d'aide alimentaire mise en oeuvre avec les organisations internationales (Croix Rouge, Agences de l'ONU) et les ONG. Les objectifs de la stratégie de la politique de l'UE envers le Liberia maintenant est de passer de l'aide humanitaire aux actions de reconstructions du pays, et renforcer les institutions locales.

FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million





Liberia

L

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd
European imports from...	531 044 000 ECU (1996)
Diamonds	79%
European Exports to...	454 321 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	2.22% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	43.84% (1993)

Situated in West Africa on the Atlantic with Sierra Leone, Guinea and Côte d'Ivoire as neighbours, Liberia is a fertile country with considerable natural resources especially rubber, iron ore, forestry and precious metals.

Liberia remained politically stable from its establishment in 1847 until 1981. Control was then seized in a coup by Master Sergeant Doe who remained in power until 1990 when his administration was overthrown in a civil war which started at the end of 1989.

Liberia has been devastated over the past seven years of conflict. All normal political, economic and social activity has ceased. One third of the population of 2.5 million has fled as refugees into neighbouring countries, another third is internally displaced.

Current hopes for peace lie in the implementation of the Abuja II Accord, negotiated in August 1996 with the main factions leaders and supervised by ECOWAS (Economic Community of West African States) through a regional peace-enforcement operation, ECOMOG (ECOWAS monitoring group).

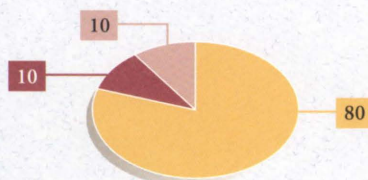
Despite the failure of previous peace agreements, regional political leaders are determined to bring an end to the conflict. Considerable international community assistance has been provided to equip ECOMOG with the equipment and logistics needed. Disarmament and demobilisation of fighters has started well and preparations for the Presidential and Legislative elections in mid 1997 have begun.

The European Union has provided nearly 200 million ECU in assistance to the people of Liberia since 1990. Most of this has been humanitarian and food aid provided through the International Red Cross, UN agencies and European NGOs. Aid was provided to the victims of the conflict on all sides in a balanced and neutral manner.

Strategic objectives in EU aid policy in Liberia are now concentrated on moving from relief assistance to rehabilitation and development goals, Emphasis has been given to operations which improve local population capacity to provide for themselves notably in the food security context. Priority has also been given to strengthening the ability of local institutions to provide basic services. A major "Jobs for guns" programme is being implemented, as is a massive resettlement and reintegration programme to assist the return of internally and externally displaced people. EU technical and financial assistance is also being provided to support the electoral process.

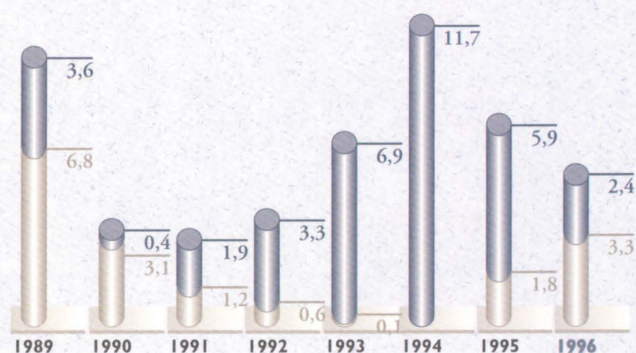
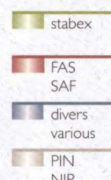
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Madagascar

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

587 040

14 155 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
230 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...
**365 944 000 ECU
 (1996)**

 Exportations européennes
 vers...
**260 850 000 ECU
 (1996)**

 Service de la dette /
 exportations
14,32% (1993)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
3,31% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire
92,3% (1995)
 secondaire
13,3% (1995)

 Taux d'urbanisation
25,78% (1993)

Cinquième île du monde de par sa taille, indépendante depuis 1960, Madagascar bénéficie de conditions géographiques et climatiques variées et dispose d'une richesse en ressources naturelles qui constituent des atouts pour son développement. Depuis son indépendance, Madagascar a connu trois républiques. Marquée par un climat politique instable (changement de gouvernements, croisade à l'encontre de la Banque Mondiale et du F.M.I.), ainsi que par un scandale politique (financements parallèles), la dernière république s'est vue confrontée à la destitution de son président provoquant ainsi l'organisation d'élections présidentielles anticipées, à la fin de cette année 1996. A l'issue du deuxième tour des élections présidentielles, fin décembre 1996, M Ratsiraka (déjà président de 1975-1993) est déclaré élu par la Haute Cour Constitutionnelle.

Le déclin économique de l'île depuis les années 1980, conjugué à une forte croissance démographique, a fait de Madagascar l'un des pays les plus pauvres du monde. Les difficultés dues à cette dégradation affectent tous les domaines de la vie économique et sociale: infrastructures, éducation, santé, finances publiques, efficacité de l'administration.

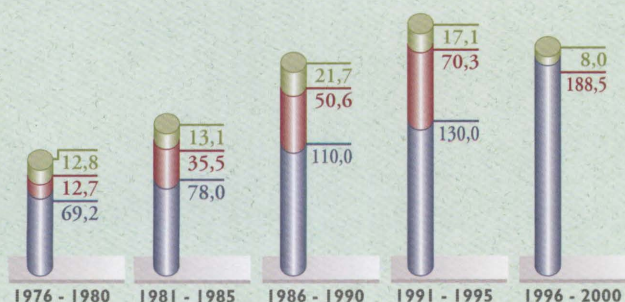
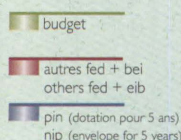
Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, les ressources des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), soit près de 260 millions d'écus, ont été principalement consacrées au développement agricole et rural avec comme objectif l'autosuffisance alimentaire, et à l'appui aux infrastructures de transport.

Le PIN de Lomé IV, qui s'élève à 130 millions d'écus, maintient ces deux grands secteurs d'intervention, tout en donnant la première priorité aux transports et communications (routes et aéroports), le développement rural (sécurité alimentaire, diversification de la production, appui aux organisations paysannes) passant au second rang. Un accent plus important que par le passé a été mis sur l'appui aux secteurs sociaux, particulièrement en ce qui concerne la valorisation des ressources humaines et une attention particulière est apportée à l'appui au secteur privé. Le PIN de Lomé IV bis met à la disposition de Madagascar quelques 188,5 millions d'écus (une augmentation de 45% par rapport au PIN précédent). Les priorités de ce nouveau PIN sont semblables à celles du précédent. En dehors des fonds programmes, Madagascar a bénéficié de transferts au titre du Stabex plus de 70 millions d'écus jusqu'à présent, depuis Lomé I, pour compenser des pertes de recettes à l'exportation notamment du café, de la vanille et du girofle. Sur financement du budget de l'Union européenne, l'île s'est vue allouer une aide de 1,2 million d'écus destinée à soutenir le processus démocratique, et plus de 39 millions d'écus sous la forme d'aides alimentaires sur la période 1976-1994. L'aide d'urgence accordée à l'île représente un montant de 2,8 millions d'écus au cours de ces 6 dernières années.

Les interventions de la BEI au titre des capitaux à risques, qui ont représenté sous Lomé IV un montant de 12 millions d'écus entre 1991 et 1995, se sont concentrées sur le développement de l'aquaculture, secteur productif en pleine expansion.

Madagascar figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production. Le pays bénéficie également des avantages des accords de pêche signés avec l'Union, dont le dernier a été renouvelé pour trois ans en 1995 et comporte des paiements annuels de 725 000 écus.

FED EDF + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million




Madagascar M

Economic indicators	
GNP per capita	230 ECU (1994)
European imports from...	365 944 000 ECU (1996)
European Exports to...	454 321 000 ECU (1996)
Debt service / exports	14.32% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.31% (1995)
Primary schooling rate	92,3% (1995)
Secondary schooling rate	13,3% (1995)
Urbanisation rate	25.78% (1993)

The fifth biggest island in the world, and independent since 1960, Madagascar is blessed with a variety of geographic and climatic conditions and is rich in natural resources, which together provide invaluable assets for its development. Since independence, Madagascar has known three republics. Marked by an unstable political climate (multiple changes of governments, disagreements with the World Bank and IMF) and political scandals, the last republic saw itself faced with the dismissal of its president. This led to the organisation of presidential elections in 1996. Mr Didier Ratsiraka who had already been president of Madagascar from 1975-1993 emerged as the future president.

The economic decline of the island since the 1980s combined with strong demographic growth, has made Madagascar one of the poorest countries in the world. Difficulties due to this degradation affect every aspect of its economic and social life: infrastructure, education, health care, public finances and administrative efficiency. Reforms attempted since 1987, however, and recent successes with the industrial free zone and tourism, have not yet allowed Madagascar to offset losses suffered by other sectors, notably in traditional exports (coffee, vanilla). Moreover, weaknesses in the administrative management of the country and the difficulties linked to the current democratisation process, have led to the suspension of structural adjustment programmes, whereas the size of indebtedness (114% of GNP) and the shortage of currency constitute major constraints. It is hoped that the establishment of the future government will lead to improve the situation somewhat.

In the framework of the first three Lomé Conventions, National Indicative Programme (NIP) resources, which consist of almost ECU 260 million, were mainly dedicated to agricultural and rural development, aimed at achieving the objective of food self-sufficiency, and to support for the establishment of transport infrastructures.

The Lomé IV NIP, which amounts to ECU 130 million, maintains both the two main sectors for intervention, while giving first priority to transport and communications (roads and airports) and second priority to rural development (food security, diversification of production, support for farming organisations). Support for social sectors has been emphasised more than in the past, especially as far as enhancing the value of human resources was concerned. The 8th EDF will allocate ECU 188.5 million to Madagascar.

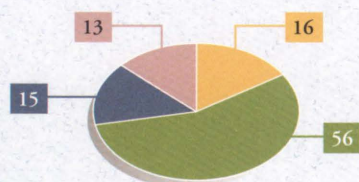
Outside programmed funds, Madagascar has benefited since Lomé I from more than ECU 70 million in Stabex transfers, mainly to compensate it for losses of earnings in coffee, vanilla and sisal exports. The Island was allocated ECU 1.2 million under European Union's budget to support the democratic process, and more than 37 million in food aid between 1976 and 1993. Emergency aid to the island over the last couple of years amounts to ECU 2.8 million.

The EIB financing in the form of risk capital under Lomé IV amounted to ECU 12 million between 1991-1995, and was concentrated on projects in expanding production sectors.

Madagascar also benefits from the traditional ACP exporters agreement with the EU, as well as of fisheries agreement (ECU 725 000/annum).

FED
EDF

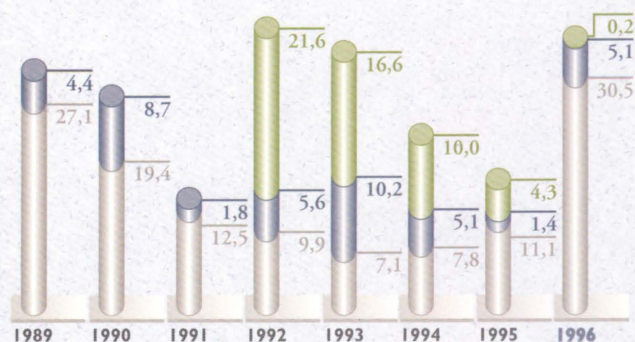
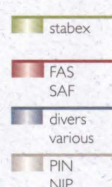
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Malawi

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

118 480

9 787 831

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
140 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...
**154 617 000 ECU
 (1996)**

 Tabacs **65%**

 Exportations européennes
 vers...
63 699 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations
21,98% (1993)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
3,45% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire
65,6% (1995)
 secondaire
4,9% (1995)

 Taux d'urbanisation
12,82% (1993)

Le Malawi figure aussi parmi les pays les plus pauvres du monde. Sécheresse, érosion des sols, répartition inégale des terres, forte augmentation de la population, faibles ressources du sous sol, coût élevé des transports constituent les contraintes majeures du développement.

Indépendant en 1964, le pays a connu jusqu'en 1994, un régime de parti unique. Suite à de fortes pressions des donateurs extérieurs ayant conduit à quasiment geler toutes aides non humanitaires, le pays s'est engagé dans un processus de démocratisation. Les premières élections présidentielles et parlementaires pluripartites se sont tenues en mai 1994 et le pays a depuis lors un gouvernement démocratique.

La Malawi est un pays essentiellement rural, doté d'un secteur économique moderne de taille réduite. Après une forte croissance économique dans les années 1960 et 1970, la situation économique s'est détériorée à la fois en raison de facteurs externes (guerre civile au Mozambique, augmentation des coûts de transport, détérioration des termes des échanges), et à cause de la pression démographique sur les terres arables et les ressources naturelles disponibles.

Depuis la première Convention de Lomé, la coopération entre l'Union européenne et le Malawi s'est concentrée sur le développement rural et les infrastructures de transport. Cela devait se poursuivre dans les prochaines années. Des actions spécifiques ont également été menées dans plusieurs autres secteurs (énergie, santé, éducation, développement des petites entreprises).

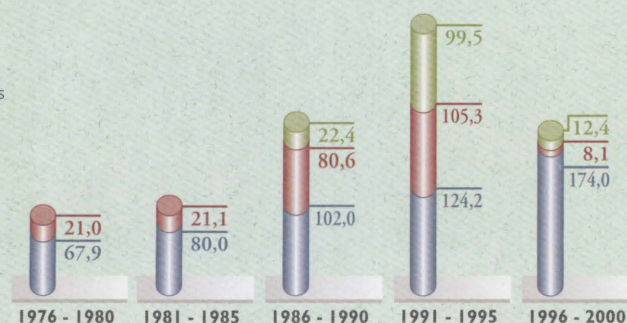
La plus grande partie des fonds alloués au Malawi l'a longtemps été au titre des ressources programmées des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) successifs: 250 millions d'écus pour les trois premiers et 124, 2 millions d'écus pour le quatrième et 174 millions d'écus pour le plus récent. Toutefois, le poids des ressources non-programmées du FED s'est progressivement accru et, sous la Convention de Lomé IV, ces ressources et celles émanant du budget européen (aide alimentaire et aide aux réfugiés) dépassent le montant des fonds programmables.

Près de 45 millions d'écus ont été engagés, sous Lomé IV, pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, notamment pour le financement du projet d'adduction d'eau de Blantyre.

Une série d'actions de soutien au processus démocratique a été initiée. Un programme d'assistance plus substantiel sera financé sur le PIN du 8ème FED dont bénéficiera le Malawi.

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

 budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)


 développement rural/pêche
 rural development/fishing
 transport et communications
 transport and communications
 autres
 others



Malawi **M**

Economic indicators	
GNP per capita	140 ECU (1994)
European imports from...	154 617 000 ECU (1996)
Tobacco	65%
European Exports to...	63 699 000 ECU (1996)
Debt service / exports	21,98% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.45% (1995)
Primary schooling rate	65,6% (1995)
Secondary schooling rate	4,9% (1995)
Urbanisation rate	12.82% (1993)

Malawi ranks among the poorest countries in the world. Recurrent droughts, soil erosion, inequitable land distribution, booming population growth, lack of mineral resources and high transport costs for imports and exports are among the major constraints for development.

Malawi achieved independence in 1964 and until 1994 was ruled under a one-party system. Following strong pressure from the international donor community, which culminated in a freeze of non-humanitarian aid, Malawi is now engaged in a process of democratisation. Multi-party and presidential elections were held in May 1994 and the country has had a democratic government since then. 1996 saw a number of political upheavals with one of the parties of the ruling coalition abandoning government and instigating a Parliamentary boycott.

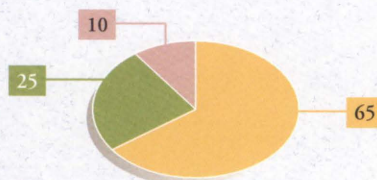
Malawi has an essentially agriculturally based economy with a very small economic sector. After vigorous economic growth in the 1960s and 1970s, the economic situation deteriorated both because of external factors (civil war in Mozambique with resulting soaring transport costs and deteriorating terms of trade) and because of increasing population pressure on land and natural resources.

The European Union's cooperation with Malawi has focused since the first Lomé Convention on rural development and transport, which will all continue to receive support in the coming years. Specific actions were also undertaken in other sectors, most notably in health. The bulk of resources has been channelled through the National Indicative Programmes: ECU 250 million for the first three, ECU 124.2 million for the fourth, and ECU 174 million for the most recent. The relative weight of non-programmed resources has however also been growing with significant resources being allocated under the Structural Adjustment Facility, STABEX and EU budget funds (principally food aid and refugee aid).

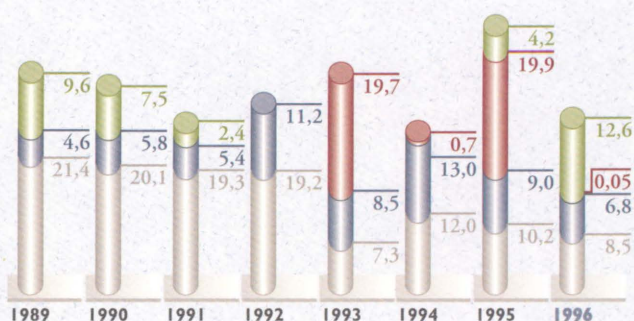
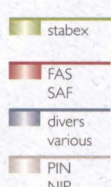
Approximately ECU 45 million have also been provided under Lomé IV by the European Investment Bank in the form of risk capital, most notably for a water supply project in Blantyre.

A number of actions to support the process of democratisation have already been initiated. A more substantial programme of assistance in this area will be funded from Malawi's 8th EDF National Indicative Programme.

FED EDF répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8 paiement par instrument payments by instrument






Mali

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 240 190

 10 797 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
250 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
99 804 000 ECU (1996)
Coton 62%

Exportations européennes
vers...
273 551 000 ECU
(1996)

Service de la dette /
exportations
6,13% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,18% (1995)

Taux de scolarisation
primaire 23,8% (1995)
secondaire 6,3% (1995)

Taux d'urbanisation
25,72% (1993)

Indépendant depuis 1960, le Mali est un vaste pays sahélien au territoire enclavé et partiellement désertique. Relativement peu peuplé, il n'a connu jusqu'à présent qu'un faible développement.

La période passée a été marquée par des problèmes budgétaires ainsi que par des difficultés socio-politiques particulières avec des populations septentrionales. Depuis 1992, le Mali a néanmoins réussi à mettre en place une démocratie pluraliste et a procédé, dans le cadre d'un programme d'ajustement, à des adaptations souvent difficiles. La relative pénurie de terres arables constitue, pour une économie fondée sur l'agriculture, un handicap insuffisamment compensé par le potentiel de la partie méridionale du pays et de la vallée du Niger. Les échanges extérieurs sont très dépendants du coton et de l'élevage, mais des gisements aurifères recèlent un potentiel de mise en valeur.

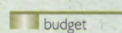
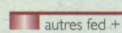
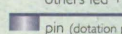
Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National de 158 millions d'écus met l'accent sur l'appui au développement rural, le secteur des infrastructures routières ainsi que sur la promotion des petites et moyennes entreprises. Il intervient, en outre, dans d'autres domaines tels que la santé, l'appui institutionnel et l'aide à la balance des paiements. Par ailleurs, les fonds alloués au Mali au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel-55,8 millions d'écus environ-ont permis de mener des actions en faveur de la santé, de l'éducation primaire et de l'allègement de l'endettement de l'Etat. Il ont également été utilisés pour soutenir les mesures post-dévaluation du franc C.F.A.

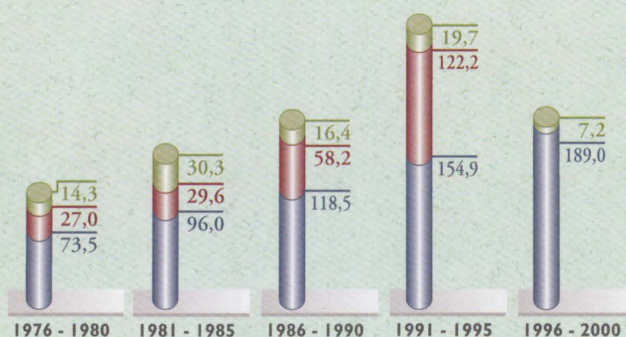
Le Mali a été également bénéficiaire d'aides financières de substitution à l'aide alimentaire visant la restructuration du secteur des céréales (6,5 millions d'écus entre 1990 et 1996). Des aides spécifiques ont été aussi allouées en faveur des populations du nord du Mali. Des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG) ont permis de mettre en oeuvre notamment des projets à caractère social.

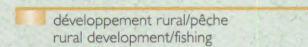
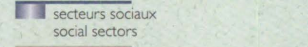
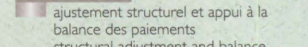
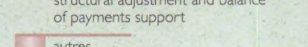
En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a déjà engagé 22,3 millions d'écus au titre des capitaux à risques (dont 19 millions étant le minimum garanti à ce pays) pour des interventions en faveur des secteurs de l'énergie et de l'industrie. A ce montant s'ajoute un financement de 35 millions d'écus sur ressources propres (mine d'or à Sadiola).

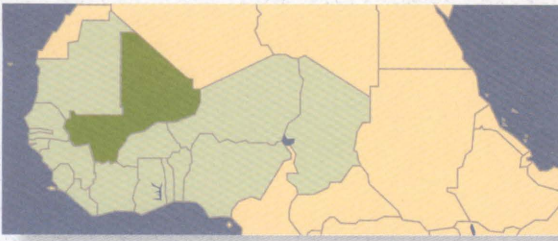
FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  développement rural/pêche
rural development/fishing
-  transport et communications
transport and communications
-  développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
-  secteurs sociaux
social sectors
-  ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
-  autres
others



Economic indicators	
GNP per capita	250 ECU (1994)
European imports from...	99 804 000 ECU (1996)
Cotton	62%
European Exports to...	273 551 000 ECU (1996)
Debt service / exports	6,13% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3,18% (1995)
Primary schooling rate	23,8% (1995)
Secondary schooling rate	6,3% (1995)
Urbanisation rate	25,72% (1993)

Independent since 1960, Mali is a vast Sahelian country whose territory is landlocked and partly consists of desert. It is relatively sparsely populated, and to date, has experienced only weak development.

The past has been characterised by budgetary problems and by socio-political difficulties particular to the population in its northern regions. Nevertheless, since 1992 Mali has succeeded in setting up a multi-party democracy and continued, in the framework of an adjustment programme, to adapt under often difficult circumstances. The relative shortage of arable land, for an economy based on agriculture, is a handicap insufficiently compensated for by the potential in the southern part of the country and the Niger Valley. External trade is very dependent on cotton and livestock farming, although gold deposits could be exploited.

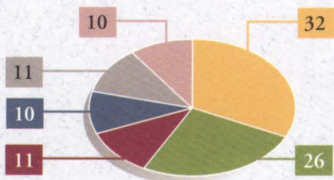
Under Lomé IV, the National Indicative Programme amounting to ECU 158 million emphasises rural development support and road infrastructures, along with the promotion of small and medium-sized enterprises. Furthermore, it intervenes in other areas, such as health care and balance of payments support. Funds allocated to Mali under the Structural Adjustment Facility (about ECU 55.8 million) have allowed action in health care, primary education and have enabled alleviation of State indebtedness. They have also been used to support measures following the devaluation of the CFA Franc.

Mali also received financial aid, in place of food aid, to help restructure the cereals sector (ECU 6.5 million between 1990 and 1996). Specific aid has been allocated to northern Mali populations. Co-financing with non-governmental organisation has led to some projects of a social character.

Moreover, the European Investment Bank has already committed ECU 22.3 million in risk capital. (minimas garantis: ECU 19 million). To add and ECU 35 million on own resources for the Sadiola gold mines.

FED
EDF

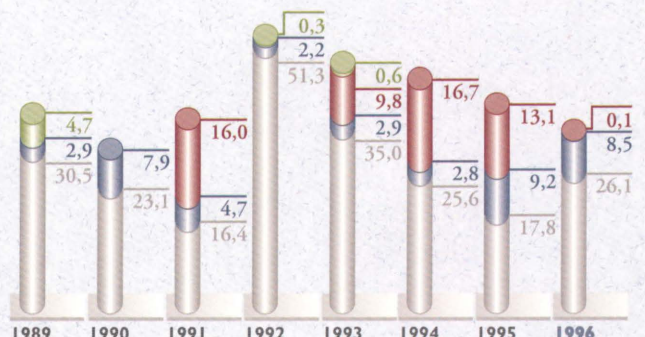
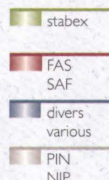
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Mauritanie

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 025 520



2 335 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
480 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...

260 896 000 ECU (1996)

Minerais de fer 75%

Exportations européennes
vers...

266 874 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations

27,22% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,86% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

55,2% (1995)

secondaire

14,1% (1995)

Taux d'urbanisation

51% (1993)

Pays en grande partie désertique de l'Afrique de l'Ouest, peu peuplé, la Mauritanie reste sur le plan économique fortement dépendante de ressources naturelles limitées – pêche et minerai de fer principalement. Les principales activités économiques se résument en effet à l'industrie de la pêche autour du port de Nouadhibou, l'extraction minière dans le Nord et l'exploitation du potentiel agricole et de l'élevage dans la vallée du fleuve Sénégal. Par sa situation géographique, la Mauritanie est un trait d'union entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb. Elle est par conséquent un membre actif des organisations interrégionales de ces deux parties de l'Afrique.

Après l'indépendance en 1960, la Mauritanie a longtemps connu un régime de parti unique. Une ouverture démocratique s'est ensuite opérée avec la promulgation de la Constitution en 1991 et les élections qui sont intervenues ultérieurement.

Depuis Lomé, la Mauritanie a bénéficié de près de 550 millions d'écus d'aide européenne, y compris les dotations au titre du premier protocole de la Convention de Lomé IV (7ème FED). Au titre du 7ème FED était constituée d'un Programme Indicatif National (PIN) dont le montant a été porté à 65,9 millions d'écus, ainsi que 24,6 millions d'écus en appui à l'ajustement structurel.

En outre, environ 13,4 millions d'écus ont été engagés pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, qui s'ajoutent aux 15 millions d'écus déjà approuvés sur ressources propres.

Les domaines de concentration du PIN 7ème FED étaient les infrastructures et le secteur rural. Le soutien au titre de l'ajustement structurel a fait l'objet d'un Programme Général d'Importation, dont les fonds de contrepartie générés sont essentiellement utilisés en appui au secteur de la santé publique et à l'entretien routier. La Banque Européenne d'Investissement intervient surtout dans le secteur minier.

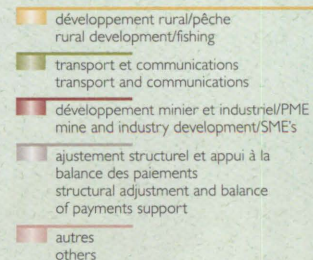
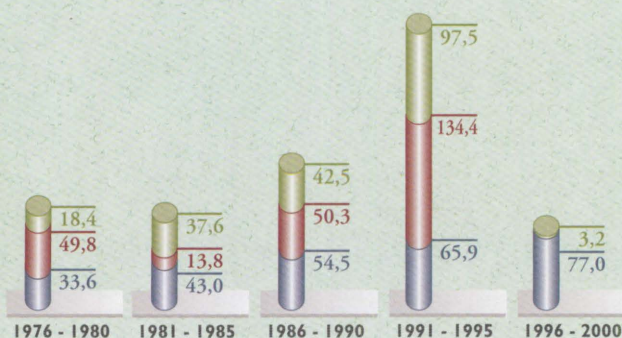
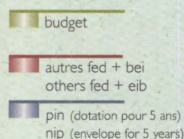
Egalement au titre du 7ème FED, la Mauritanie d'une part a bénéficié des transferts Stabex pour le secteur de la pêche (calmars, seiches et poulpes) représentant un montant d'environ 16,1 millions d'écus et d'autre part a obtenu une subvention de 58 millions d'écus dans le cadre du Sysmin, ce qui permettra à la société minière SNIM de poursuivre un programme d'amélioration de sa compétitivité.

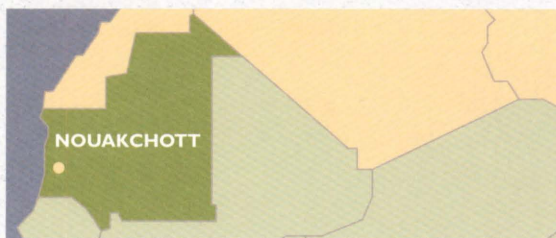
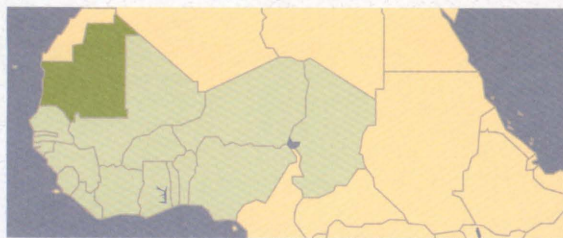
A noter par ailleurs que la Convention et la Mauritanie ont entamé en 1996 les concertations en vue de l'établissement du PIN pour l'utilisation des ressources prévues au titre du 8ème FED (second protocole financier de la Convention de Lomé).

Il faut enfin noter qu'un nouvel accord pêche pour la période 1996/2001 a été signé entre la Communauté européenne et la Mauritanie. Il comporte d'importantes compensations financières.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million





Mauritanie **M**

Economic indicators	
GNP per capita	480 ECU (1994)
European imports from...	260 896 000 ECU (1996)
Iron ore	75%
European Exports to...	266 874 000 ECU (1996)
Debt service / exports	27.22% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.86% (1995)
Primary schooling rate	55,2% (1995)
Secondary schooling rate	14,1% (1995)
Urbanisation rate	51% (1993)

A mostly semi-arid, sparsely-populated country on the West African coast, Mauritania has limited natural resources on which it is still dependent – fish and iron ore – and remains strongly dependent on these two sectors. Its principal economic activities are epitomised by the fishing industry around Nouadhibou, mining extraction in the north and the exploitation of agricultural potential and livestock breeding in the valley of the Senegal River. Mauritania's geographic position forms a bridge between Subsaharan Africa and the Maghreb. It is consequently an active member of interregional organisations of both these parts of Africa.

Following its independence in 1960, Mauritania was for a long time ruled by a single party. Democratic changes then took place with the promulgation of a constitution in 1991 and subsequent elections.

Since Lomé I, Mauritania has received more than ECU 550 million of European aid, including Lomé IV grants (7th EDF). Under Lomé IV, the NIP of the seventh EDF provides for ECU 65.9 million and about ECU 24.6 million for structural adjustment support.

Moreover, some ECU 13.4 million have been foreseen as risk capital from the European Investment Bank intervention which is added to the ECU 15 million already approved from its own resources.

The areas where the 7th EDF Indicative programme is being targeted are infrastructure and rural development. Structural adjustment support is providing for a General Import Programme, from which counterpart funds are earmarked to support the public health sector and road maintenance. The European Investment Bank is backing the mining sector in particular.

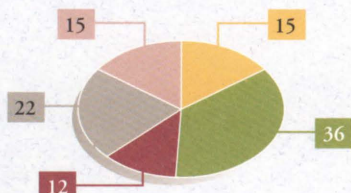
Under Lomé IV, Mauritania has benefited from Stabex transfers totalling about ECU 16.1 million largely for squid, cuttlefish and octopus. In addition, it has obtained a grant of ECU 58 million in Sysmin transfers which will help the mining company improve competitiveness.

Discussions were held in 1996 on a National Indicative Programme for the 8th EDF (Lomé IV's second financial protocol)

A European Community/Mauritania fishing agreement (1991/2001) will also provide funds for Mauritania in return for fishing rights for EU boats.

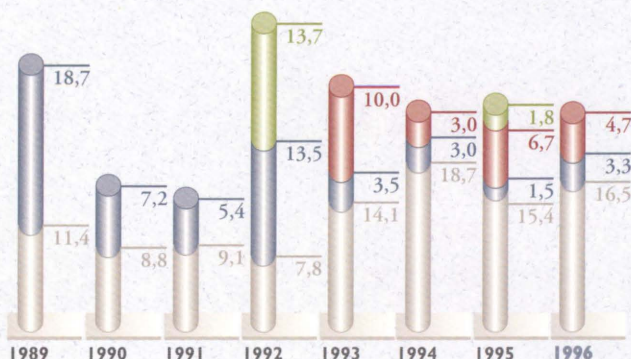
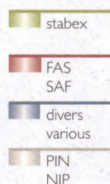
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Mauritius

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

2 040

1 130 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 3 180 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...
 1 075 941 000 ECU
 (1996)

Sucres de canne 29%

 Exportations européennes
 vers...
 583 314 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations
 5,95% (1993)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
 0,89% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire
 104,8% (1995)
 secondaire
 59,6% (1995)

 Taux d'urbanisation
 40,56% (1993)

Terre volcanique dans l'Océan Indien, dominée par des pics montagneux et entourée de récifs coralliens, la république de Maurice est une démocratie, et l'a toujours été depuis l'indépendance acquise en 1968. Tout en demeurant au sein du Commonwealth, l'île est devenue une république en 1992. Ce pays dont l'économie dépendait encore de la monoculture de la canne à sucre il y a vingt ans figure aujourd'hui dans le groupe des pays en développement à revenu intermédiaire et est souvent cité comme modèle dans le domaine du développement.

Toutefois, nonobstant son succès, l'économie du pays reste caractérisée par une forte dépendance vis-à-vis de l'économie mondiale, en raison de ses trois composantes: l'industrie d'exportation de la zone franche (produits textiles essentiellement), le sucre et le tourisme. Le futur de l'île dépend de la modernisation de son industrie, du maintien de la compétitivité de sa zone franche, et de la préservation de son attrait touristique étroitement lié à la conservation de l'environnement.

La coopération avec l'Union européenne remonte à 1977. De la première à la quatrième Convention de Lomé, les ressources allouées à l'île au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'élèvent à plus de 100 millions d'écus sur vingt ans. Mais l'île a réussi à maximiser les autres opportunités offertes par la Convention, et particulièrement celle de l'adhésion au Protocole sucre annexé à la Convention. Les prix garantis à l'exportation de l'essentiel de la production mauricienne de sucre sur le marché européen lui rapportent près de 100 millions d'écus par an, qui font de l'île le premier pays ACP bénéficiaire du protocole. Maurice a aussi bénéficié d'un appui au titre du programme spécial de protection de l'environnement dans les pays en développement financé sur le budget de l'Union européenne.

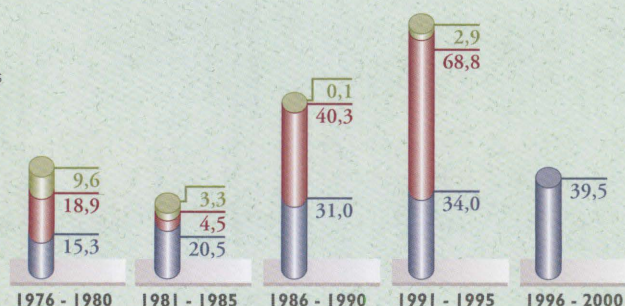
Dans le cadre de Lomé IV, le programme indicatif national est doté de 34 millions d'écus, dont 60% environ sont destinés au développement rural et à la diversification agricole. L'environnement, les infrastructures et la formation constituent les autres secteurs de destination de l'aide programmée. Le PIN du 8e FED a été signé (39,5 millions d'écus). Il se concentrera sur la protection de l'environnement, le secteur privé, ainsi que la lutte contre la pauvreté.

Depuis Lomé I, Maurice a bénéficié d'interventions de la banque Européenne d'Investissement (BEI) pour un montant de plus de 118 millions d'écus, dont 106 millions au titre des prêts sur ressources propres et plus de 12 millions en capitaux à risques. Ces interventions ont permis la réalisation de projets dans le secteur public comme privé, dans les domaines aussi divers et vitaux que les infrastructures (production d'énergie, adduction d'eau et assainissement), le développement des PME et des grandes industries exportatrices ou de substitution aux importations.

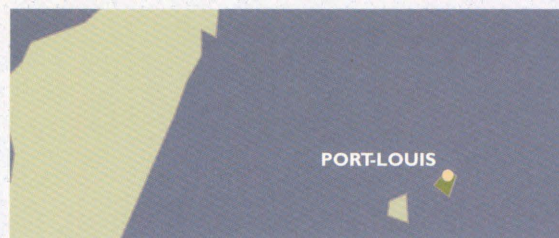
Son choix non contrarié des valeurs démocratiques, le consensus entre les différentes couches de la population et sa brillante performance économique font de Maurice un bon exemple de coopération ACP-UE.

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

 budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)


 environnement
 environment
 développement rural/pêche
 rural development/fishing
 transport et communications
 transport and communications
 secteurs sociaux
 social sectors
 autres
 others



Mauritius

M

Economic indicators	
GNP per capita	3 180 ECU (1994)
European imports from...	1 075 941 000 ECU (1996)
Cane-sugar	29%
European Exports to...	583 314 000 ECU (1996)
Debt service / exports	5.95% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	0.89% (1995)
Primary schooling rate	104,8% (1995)
Secondary schooling rate	59,6% (1995)
Urbanisation rate	40.56% (1993)

A volcanic land in the Indian Ocean, dominated by mountainous peaks and surrounded by coral reefs, Mauritius has been a democracy since achieving independence in 1968. Although the country is still part of the Commonwealth, the island became a republic in 1992. This country's economy was dominated by the single crop farming of sugar cane up until 20 years ago. Today, Mauritius ranks among the group of middle income developing countries and is often held up as a model in the field of development.

However, notwithstanding its success, the country's economy is still characterised by a strong dependence on the world economy, due to its three main components; exporting industry from the free zone (mainly textile products), sugar and tourism. The future of the island depends on the modernisation of its industry, maintaining the competitiveness of its free zone, and preserving its attractiveness to tourists- which is closely linked to environmental conservation.

Cooperation with the European Union dates back to 1977. From the first to the fourth Lomé Convention, resources allocated to the Island under National Indicative programmes (NIPs) totalled more than ECU 100 million over 20 years. But the Island has succeeded in maximising other opportunities offered by the Convention, including, in particular, membership of the Sugar Protocol which is annexed to the Convention. Guaranteed prices for the export of the major part of Mauritian sugar production to the European market bring in almost ECU 100 million a year for Mauritius; as a result, it benefits more than any other ACP country from the Protocol. Mauritius has also received support from the special programme for the preservation of the environment in developing countries financed under the European Union budget.

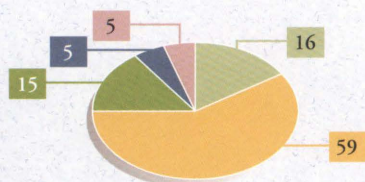
In the framework of Lomé IV, the National Indicative Programme has been allocated ECU 34 million, of which about 60% is devoted to rural development and agricultural diversification. The other sectors for intervention under programme aid funds are the environment, infrastructure and training. The National Indicative Programme of the 8th EDF was signed (ECU 39.5 million). The 8th EDF will be focused on environmental protection, private sector development as well as poverty alleviation. The European Investment Bank could contribute to the financing of productive projects and programmes, and could envisage an amount of ECU 30 million for the total assistance that it could provide.

A new 3-year EU-Mauritius Fisheries Agreement was signed in 1996 (Total Amount: ECU 1.7 million). Since Lomé I, Mauritius has benefited from more than ECU 118 million through intervention from the European Investment Bank (EIB), including ECU 106 million from the Bank's own resources and more than ECU 12 million in risk capital. These interventions have allowed projects in the public and private sectors, in areas as diverse and vital as infrastructure (energy production, water purification and supply), the development of SMEs, and large export industries and industry relating to import substitution.

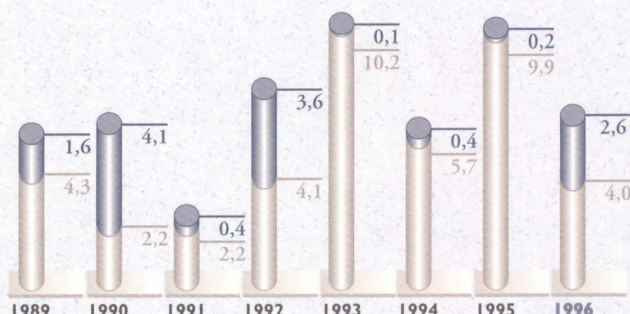
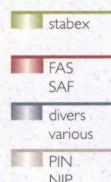
Thanks to its democratic values, the consensus between the different population groupings and its outstanding economic performance, Mauritius has become a good example of ACP-EU cooperation.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument



Mozambique

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

801 590

16 359 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
80 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...

90 417 000 ECU (1996)

Crustacés 49%

Exportations européennes
vers...

158 791 000 ECU
(1996)

Service de la dette /
exportations

20,56% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

3,39% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

66,3% (1995)

secondaire

6,4% (1995)

Taux d'urbanisation

31,24% (1993)

Indépendant depuis 1975, le Mozambique est un très vaste pays maritime bordé par près de 3.000 Km de côtes. La diversité de ses zones climatiques lui permettent d'avoir un potentiel agricole diversifié en plus de ressources minières prometteuses. En outre, sa position dans la région lui permet de tirer profit d'importantes ventes de services aux pays voisins enclavés.

Après un long conflit civil, la signature d'un accord de paix a eu lieu en octobre 1992 et avec l'accord de tous les partis politiques, une loi électorale a été votée en 1993. L'année 1994 a vu se consolider le processus de paix par la tenue d'élections présidentielles et parlementaires et l'installation d'un gouvernement issu d'un parlement pluraliste.

Du fait de la cessation des hostilités, la coopération avec l'Union européenne a été marquée par une diminution sensible des programmes d'urgence et un accélération notable des engagements sur Lomé IV, au titre de la réhabilitation. En ce qui concerne Lomé II, presque 100% du Programme Indicatif National (de près de 160 millions d'écus y compris le programme spécial dette) ont été engagés et la plupart des projets sont en voie d'achèvement.

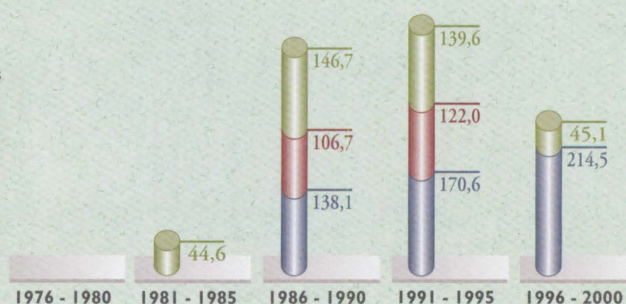
Parmi les actions qui ont été décidées en 1994, sous Lomé IV, on peut citer l'appui à l'organisation des élections (22 millions d'écus) et l'appui au retour au pays des déplacés et démobilisés ainsi que leur réinsertion (23 millions d'écus), réouverture des routes (30 millions d'écus), réhabilitation des infrastructures de la santé (22 millions d'écus) dans le cadre du Programme Indicatif National de 1995 (170,6 millions d'écus). Un certain nombre de petits projets a été approuvé en 1996, mais cette année-là a été essentiellement consacrée à la mise en place du PIN du 8ème FED.

En outre des interventions de la Banque Européenne d'Investissement ont été approuvées au titre des capitaux à risques pour un montant de 35,85 millions d'écus, qui s'ajoutent à 20 millions d'écus de prêts également approuvés sur ressources propres.

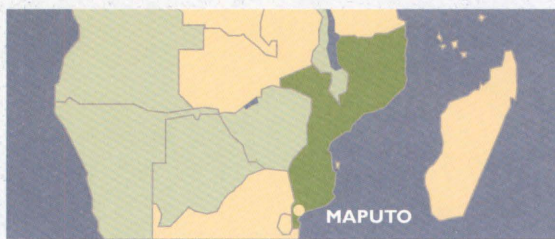
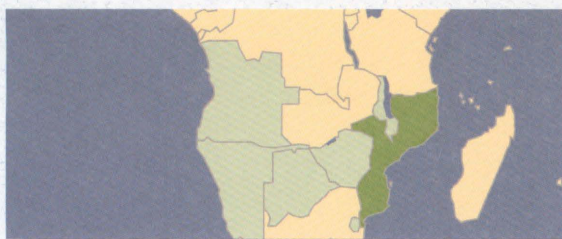
FED + budget EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Mozambique M

Economic indicators	
GNP per capita	80 ECU (1994)
European imports from...	90 417 000 ECU (1996)
Shell-fish	49%
European Exports to...	158 791 000 ECU (1996)
Debt service / exports	20.56% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.39% (1995)
Primary schooling rate	66,3% (1995)
Secondary schooling rate	6,4% (1995)
Urbanisation rate	31.24% (1993)

Independent since 1975, Mozambique is a vast maritime country with almost 3000 km of coast. The diversity of its climatic zones provides for a wider range of agricultural potential and promising mineral resources. Moreover, the country's situation in the region allows it to benefit from substantial sales of services to neighbouring landlocked countries.

After a long civil war, a peace agreement was signed in October 1992 and, with the agreement of all political parties, an election law was passed in 1993. 1994 saw the consolidation of the peace process through the holding of presidential and parliamentary elections and the establishment of a government answerable to a pluralist parliament.

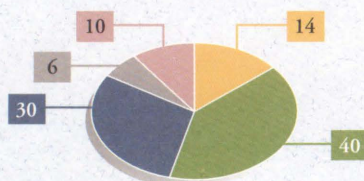
As a result of the end of hostilities, cooperation with the European Union saw a sharp decrease in emergency programmes and a significant increase in commitments for rehabilitation from Lomé IV. As for Lomé III, almost 100% of the National Indicative Programme (of ECU 160 million including the special debt programme) has been committed and the majority of projects are now being completed.

Actions decided under the Lomé IV National Indicative Programme (ECU 170.6 million) include support for the organisation of elections (ECU 22 million) and support for the return to the country of displaced and demobilised persons as well as their reinsertion (ECU 23 million) reopening of roads (ECU 30 million) and rehabilitation of the health system (ECU 22 million). Support under the structural adjustment facility amounted to ECU 30 million. There was also ECU 27.3 million for re-settlement of refugees and displaced persons from article 255 of Lomé. There were a number of small projects approved in 1996, but the year was essentially one of consolidation of existing activity and preparation of actions to be implemented under the 8th EDF.

Moreover, European Investment Bank interventions in the form of risk capital have been approved for a total of ECU 35.85 million, which add to the ECU 20 million loans also approved from the EIB's own resources.

FED
EDF

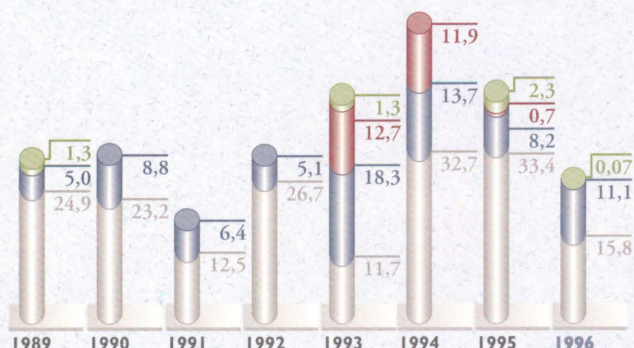
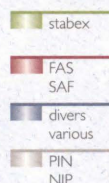
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Namibia

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

 KM² 824 290

1 688 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 2 030 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...
 289 344 000 ECU
 (1996)

 Exportations européennes
 vers...
 128 549 000 ECU
 (1996)

 Service de la dette /
 exportations
 na/nd

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
 3,24% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire
 118,9% (1995)
 secondaire
 40,3% (1995)

 Taux d'urbanisation
 35,2% (1993)

Pays côtier qui possède un des déserts les plus arides du globe, la Namibie est un Etat démocratique avec des élections à l'échelon national, régional et local, et une Constitution s'appuyant sur les principes des droits de l'Homme. La protection de l'environnement, qui est affirmée dans l'esprit comme dans le texte de la Constitution, est un enjeu du développement de cette jeune nation. Peu après son accession à l'indépendance, le 21 mars 1990, la Namibie est devenue le 69ème Etat ACP en rejoignant la Convention de Lomé IV, et, la même année, adhéraient également à l'ancienne SADCC (Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe).

Avant l'indépendance du pays et durant la période de transition, la population de la Namibie a bénéficié d'une aide de l'Union européenne qui a représenté, du milieu des années 1970 à 1990, 65 millions d'écus provenant du budget de l'UE. Des actions ont été mises en oeuvre dans les domaines de l'aide alimentaire, de la formation, du développement des communautés de base, des microprojets et du cofinancement avec les ONG. Sous Lomé IV, la Namibie bénéficie d'une aide de 50 millions d'écus de subventions et de 40 millions au titre des ressources du Sysmin. D'autres ressources prévues par la Convention de Lomé et dont le pays bénéficie – notamment les fonds régionaux – visent à répondre aux besoins de développement dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la santé, de l'emploi, du développement du commerce et du tourisme.

La Namibie tire également parti des dispositions commerciales de Lomé IV, et tout particulièrement du Protocole sur la viande bovine, au titre duquel elle dispose d'un quota annuel d'exportation vers le marché européen de 13.000 tonnes pour les années qui viennent.

Dans le cadre du programme spécial d'aide alimentaire lancé par l'Union européenne en 1992, afin de pallier la sécheresse affectant gravement plusieurs régions d'Afrique dont l'Afrique australe, la Namibie a reçu 15.000 tonnes d'équivalent-céréales en 1992 et 10.000 tonnes en 1996.

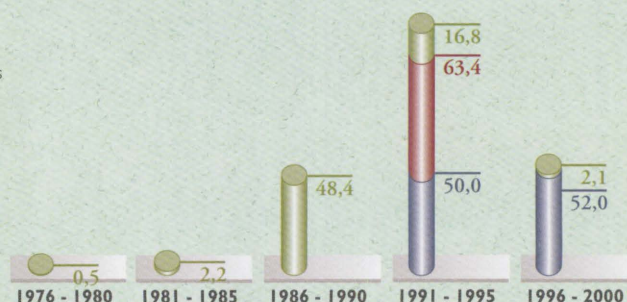
L'Union européenne continue de soutenir activement la consolidation du processus démocratique en Namibie, dont le succès a été récemment démontré par la tenue d'élections présidentielles et législatives, en décembre 1994.

En outre 55,4 millions d'écus ont été engagés par la Banque Européenne d'Investissement pour financer notamment le secteur des infrastructures et de l'industrie.

Finalement, le 15 octobre 1996, la Namibie est devenu le premier des 70 Etats ACP à conclure le cadre de sa coopération avec l'UE pour un montant de 52 millions d'écus qui seront fournis dans le cadre du PIN, et qui serviront notamment à l'éducation et la formation, l'agriculture et le développement rural, les secteurs productifs.

FED + budget EDF

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

 budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)


 développement rural/pêche
 rural development/fishing
 secteurs sociaux
 social sectors
 autres
 others



Namibia **N**

Economic indicators	
GNP per capita	2 030 ECU (1994)
European imports from...	289 344 000 ECU (1996)
European Exports to...	128 549 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	3.24% (1995)
Primary schooling rate	118,9% (1995)
Secondary schooling rate	40,3% (1995)
Urbanisation rate	35.2% (1993)

A coastal country with one of the most arid deserts in the world, Namibia is a democracy with elections at national, regional and local level and a Constitution based on individual rights. Protection of the environment is a major consideration in the development of this young nation, reflecting the terms and spirit of the country's Constitution. Following independence on 21 March 1990, Namibia became the 69th ACP State to join the Lomé IV Convention and, that same year, requested membership of the former SADCC (Southern African Development Co-ordination Conference). Prior to and during the transition to independence, Namibia's population benefited from European Union assistance (ECU 65 million from the EU budget for the mid-1970s to 1990 period) for food aid, training NGO cofinancing, community development and microprojects.

Under Lomé IV, Namibia benefits from an ECU 50 million grant and from ECU 40 million made available under Sysmin. Other Lomé Convention resources, notably regional ones, have contributed additional funds to meet Namibia's development needs, which concentrate in particular, on agriculture and rural development, health, human resources, tourism and trade development.

Namibia also benefits from Lomé IV's trade provisions, notably the Beef Protocol, under which an annual export quota of 13,000 tonnes to the European market is available for the coming years.

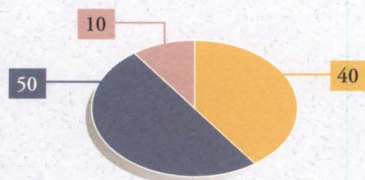
Namibia received 15,000 cereal-equivalent tonnes of emergency food aid under the 1992 special food aid programme, launched by the European Union in response to the drought in East and Southern Africa, followed by 10,000 tonnes in 1996.

The European Union actively supports the consolidation of the democratisation process in Namibia, the success of which has been recently demonstrated by the holding of Presidential and Parliamentary elections held in December 1994. In addition, ECU 55.4 million has been committed by the European Investment Bank for the financing of infrastructures and industry sectors.

On 15 October 1996, Namibia became the first of the 70 ACP countries to agree areas of cooperation under its 8th EDF National Indicative Programme. ECU 52 million will be made available, concentrating on: education and training, agriculture and rural development.

FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

